



Rencontres économiques d'Aix-en-Provence 2017

Aix-en-Provence – 9 juillet 2017

Discours de François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France

Je pars d'un étonnement linguistique. Dans notre débat français, le mot prospérité a vieilli : il évoque le XIX^e siècle et les rentiers "au ventre rebondi, un cigare à la bouche" (E.Orsenna). Dans le débat européen à l'inverse, le mot revient toujours : du préambule du traité de Rome au nouveau Président de la République qui, dès le lendemain de son intronisation, dit à Berlin "Sans l'Europe, nous n'aurions ni la paix, ni la liberté, ni la prospérité".

Qu'est-ce à dire, alors même que l'Europe apparaît souvent comme à la traîne dans la création de richesses ? Au passage, tordons le cou à un excès d'autoflagellation en la matière : si on regarde la progression du PIB / habitant en PPA depuis une grande génération (1980), les tigres asiatiques et la Chine ont évidemment fait mieux, mais beaucoup de pays d'Europe du Nord ont fait aussi bien que les États-Unis. Même notre "pauvre France", certes en retard, a doublé son revenu réel par tête depuis une génération : nous sommes souvent persuadés du contraire.

Mais mon explication ce matin à l'étonnement linguistique est autre : c'est que l'identité de l'Europe, sa vocation est précisément dans l'écart de concept entre la seule croissance – ou le revenu par habitant – et la prospérité. Cet écart, il en est une part intangible et personnelle, le bonheur, la "vie bonne" d'Aristote reprise par Edmund Phelps dans sa "Prospérité de masse". Mais il en est une face mesurable et collective : les inégalités, la solidarité, la "croissance inclusive" pour reprendre le nouveau mantra de nos réunions internationales. Et là, sur les instruments de la prospérité, l'Europe a une chose à dire, mais plus encore deux choses à faire.

Ce que l'Europe (au sens continental) pourrait dire plus fort, c'est qu'elle partage un modèle social qui même la définit : des services publics forts y compris une éducation pour tous, plus une redistribution fiscale et sociale, plus un dialogue social actif. Et que ceci conduit à des inégalités encore nettement inférieures aux États-Unis : l'indice de Gini y est en France comme en Allemagne inférieur de plus de 20 %, et plus encore avec les pays émergents. La stabilité monétaire et la stabilité financière, que nous visons avec l'Eurosystème, sont un socle indispensable de cette solidarité : on l'a vu malheureusement, les premières victimes de la crise financière sont d'abord les plus défavorisés, à travers notamment la montée du chômage.

Mais l'Europe a surtout deux choses à faire, car la complaisance n'est évidemment pas de mise. Si l'Europe veut conforter son modèle social, elle doit agir vers l'extérieur, et sur elle-même. Au niveau mondial, se multiplient les discours désolés sur la montée des inégalités - singulièrement dans le monde anglo-saxon doublement traumatisé par le Brexit puis M. Trump. Il serait temps de combattre résolument ces inégalités : pas par le protectionnisme qui partout pénalise les plus pauvres ; pas par une déréglementation financière qui préparerait les dégâts d'une prochaine crise ; mais par de meilleurs modèles sociaux à l'intérieur des pays, et par le respect de règles du jeu collectives entre les pays, avec des institutions multilatérales qui en soient le garant. Si les États-Unis sont fatigués – temporairement ? – d'y jouer un rôle central, l'Europe et quelques autres doivent reprendre le flambeau. Et les formes doivent bien sûr en évoluer : le G20, le Conseil de Stabilité Financière, demain peut-être la cyber-sécurité, sont la preuve que la gouvernance internationale peut encore être créative. Je me félicite à cet égard que le sommet de Hambourg ait confirmé hier l'engagement de l'ensemble des 20 pays sur des règles financières internationales, dont un renforcement sur le shadow banking.

L'autre défi est interne, et je vais l'illustrer par la France : notre modèle social ne durera que si nous le réformons, comme nos voisins européens l'ont réussi avant nous. Je viens d'envoyer la traditionnelle "Lettre au Président de la République" : nous devons saisir ce "moment favorable" que connaissent la France et l'Europe, pour oser des réformes qui renforcent à la fois l'efficacité et la justice. Une parenthèse d'actualité : nous sommes tous pour les baisses d'impôts. Mais ne résumons pas la réforme à l'attente de baisses d'impôts immédiates et non financées : il y aurait là un peu de paresse intellectuelle et beaucoup d'imprévoyance financière – nous avons déjà beaucoup payé pour voir ce genre de traites sur l'avenir.

Je cite donc pour conclure trois directions qui concilient l'efficacité et la justice. D'abord faire reculer le chômage, bien sûr : nous sommes aujourd'hui à un peu moins de 10 %, c'est beaucoup trop ; nous pouvons descendre à 7 %, si nous additionnons réforme du marché du travail ET l'éducation et la formation professionnelle. Je cite parmi les plus vieux ouvrages les "Réflexions sur la prospérité" en 1652 du grand ministre suédois Oxenstierna : "La bonne éducation de la jeunesse est le garant le plus sûr de la prospérité ". Ensuite financer notre modèle social, plutôt que d'en transférer la charge à la génération suivante : et pour cela corriger cette anomalie française que sont nos 56 % du PIB de dépenses publiques, contre 46 % pour nos voisins ; c'est cette longue dérive qui conduit à nos près de 100 % de dette publique. Enfin, nous devons donner envie aux jeunes, en leur offrant toutes les opportunités de l'innovation, de la révolution digitale et de la création d'entreprise : et pour cela ouvrir encore certains marchés des biens et services, y casser les rentes. Et si nous cassons des rentes au nom de la prospérité, nous aurons en plus réconcilié Erick Orsenna avec ce vieux mot français...